

Macron, la grande imposture



[Source : Egalité et Réconciliation]

Ce que dissimule Emmanuel Macron aux Français

Dans ses derniers discours comme celui qu'il prononça au soir du 23 avril, Emmanuel Macron répète à loisir les mots « République » et « patrie ». Mais son parcours professionnel comme son engagement politique témoignent qu'il n'a cessé d'agir contre l'intérêt général des françaises et des français. Et de leur dissimuler ses objectifs réels. Faits et arguments.

Emmanuel Macron que ses soutiens omniprésents dans les médias présentent comme « *un homme libre et indépendant* » est en réalité un pur produit standardisé du système : le clone de François Hollande. Rappelons à ces montreurs de marionnette que leur « *homme libre et indépendant* » refuse toujours de publier la liste des contributeurs financiers à sa campagne électorale. Est-ce à dire qu'il aurait bénéficié de millions d'euros de plusieurs représentants du système pour monter son spectacle et entrer en scène médiatique en jouant le candidat anti-système ? Car Macron ne devint pas dès le mois de mai 2012 conseiller économique de François Hollande puis ministre de l'Economie par un travail personnel important et innovant en matière économique. Il entra à l'Elysée sur les recommandations appuyées des vieux briscards des réseaux du clan élitiste et arrogant des anciens des grandes écoles et de la grande finance capitaliste. De Jacques Attali à Alain Minc en passant par les inévitables salonards parisiens comme Bernard-Henri Lévy et quelques milliardaires à l'image de Pierre Bergé, les entremetteurs ne manquent pas, tous liés aux cercles atlantistes. De 2011 aux élections présidentielles de 2017, ceux-ci n'ont cessé de border son parcours avec le concours, plus ou moins déclaré, des représentants au pouvoir de la caste des grands propriétaires privés de l'économie. Peu importe qu'ils soient membres de Les Républicains ou « socialistes », le principal étant d'assurer la continuité du système. Son parcours a donc un bilan que les médias officiels n'évoquent pas et qu'il est donc nécessaire de rappeler.

Un bilan économique désastreux

Rappelons que du 15 mai 2012 au 15 juillet 2014 Macron fut Secrétaire général de l'Elysée, chef du pôle Economie et finance, puis, du 26 août 2014 au 30 août 2016 ministre de l'Economie et de l'Industrie. A ce titre il est donc celui qui a joué le rôle le plus important avec le président de la République et les deux Premiers ministres Ayrault et Valls dans la politique économique et financière de la France de 2012 à 2016. Quels sont les résultats de la politique Macron-Hollande ? Le chômage a explosé : à son arrivée en mai 2012, la France comptait moins de 5 millions de chômeurs toutes catégories confondues. A son départ en août 2016, 11 millions de personnes sont sans emploi ! Car, parmi celles-ci, aux 6,5 millions de sans emplois officiels s'en ajoutent plus de 5 millions exclues des statistiques. La dette publique : elle se situait à un peu plus de 1800 milliards d'euros à son arrivée et dépasse les 2200 milliards d'euros à son départ en août 2016, soit quasiment 100% du Produit Intérieur Brut. Quant aux impôts dont le montant total se situait à un peu plus de 900 milliards d'euros par an ils sont de 1000 milliards d'euros par an en août 2016. Les entreprises ? Selon une étude publiée par le Cabinet Deloitte et Altares, spécialiste des données sur les entreprises, plus de 63 000 d'entre elles (63 081) ont défailli en 2015, soit 0,8% de plus qu'en 2014 (62 586). Et au premier trimestre 2015, plus de 18.000 sociétés feront faillite entre janvier et mars alors que, depuis 2009, chaque premier trimestre se conclut aux environs de 16.500 défaillances. Le nombre d'emplois

menacés par ces défaillances dépasse les 66.000, chiffre record depuis 2009. Si en 2016, la tendance est à une légère baisse sur la majorité des secteurs d'activité (58057 défaillances contre 63081), par contre dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche le nombre de défaillances augmente de 4,5 %, passant de 1365 redressements ou mises en liquidation fin 2015 à 1427 fin 2016 ! L'évolution de ces principaux indicateurs montre clairement la responsabilité d'Emmanuel Macron dans l'aggravation de la crise économique et sociale. A peine entré à Matignon comme ministre de l'Economie et de l'industrie, le jeune homme de la Rothschild poursuit la même politique que ses prédécesseurs.

Le programme Macron est déjà en application

Comme eux, il liquida une nouvelle partie du patrimoine français, jeta au chômage des milliers de salariés et décida de nouvelles privatisations importantes : aéroport de Toulouse-Blagnac, de Nice-Côte d'Azur, de Lyon... Se trouvant un destin médiatiquement obligé pour la France afin d'assurer la continuité de la politique atlantiste de François Hollande au service des grandes puissances financières, il peaufina la casse industrielle : libéralisation des lignes d'autobus ; accroissement du travail du dimanche et de nuit ; limitation du rôle des prud'hommes ; affaiblissement du code du travail ; déréglementation de la profession des notaires ; privatisation de l'industrie de l'armement et des aéroports ; filialisation de centres hospitaliers universitaires ; assouplissement des normes environnementales... « *Si le projet apparaît comme un fourre-tout, il n'en possède pas moins une grande cohérence idéologique, que l'on peut résumer d'une formule : « Toujours moins ». Moins d'Etat, moins de protection sociale, moins de droits syndicaux, moins de règles pour les entreprises, moins de contrôle public* » soulignait déjà, en avril 2015, la journaliste Martine Bulard.¹ Déjà mis en chantier à cette époque sous l'ancien Premier ministre Valls sous l'appellation grandiloquente de projet « *Pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques* »², imposé par la force à coup d'article 49-3, ce début de programme Macron a déjà des allures de grand bond *En marche*... arrière puisqu'il s'est déjà traduit par une aggravation de la situation économique et sociale. Emmanuel Macron se garde bien, tout comme les médias officiels, de revenir sur cette loi dont il est l'initiateur comme sur ses conséquences catastrophiques pour les entreprises et les français. En réalité, au-travers de sa loi c'est déjà le programme Macron qui est *En marche*. De même, la « loi travail » Valls-El Khomri-Macron n'est qu'un échantillon de son programme dissimulé sous le vocable trompeur de « *libérer le travail* ». Chacun peut imaginer facilement ce qui arrivera si celui-ci avait les mains libres pour le poursuivre à marche forcée – et funèbre - une fois installé à l'Elysée.

Ces GOPE que Macron dissimule...

Force est de constater qu'Emmanuel Macron est de tous les projets conçus pour soumettre la France à des puissances étrangères : soutien au traité de libre échange transatlantique (TTIP ou TAFTA) qui placerait les entreprises française sous le droit étasunien, soutien à l'Union dite « européenne » de Bruxelles qui compte aujourd'hui 123 millions de citoyens pauvres ou en exclusion sociale, soutien à l'OTAN et à la guerre en cours contre la Syrie, etc. Mais qui en parle dans les médias officiels ? Aussi, cet homme là qui n'a de cesse d'agir contre l'intérêt général des français ainsi que son bilan en atteste n'a pas qualité à se présenter comme un défenseur du pays dont cet ignare considère même qu'« *il n'y a pas de culture française* » !...³ Toute son action politique, ses décisions en matière économique et financière témoignent de son imposture. Les citoyens qui, au-delà des annonces médiatiques, s'intéressent aux programmes politiques des candidats et à la réalité de leur activité politique savent que les Grandes Orientations de Politique Economique (GOPE) décidées par la Commission européenne des hauts fonctionnaires de Bruxelles seront appliquées à la lettre par Emmanuel Macron qui les a déjà faites siennes pour en reprendre les principes et objectifs. Celles-ci se résument en dix points :

1°- « Réduction des dépenses publiques ». Le gouvernement a annoncé son plan de 50 milliards d'économie. C'est la fameuse contrepartie du « pacte de responsabilité » pour ne pas faire exploser le déficit. Or, tous les économistes savent que pratiquer des coupes sombres dans les dépenses publiques lorsqu'un pays est déjà en période de stagnation économique est une politique qui ne peut que conduire à la récession ;

2°- Redéfinir « la portée de l'action des pouvoirs publics ». Cela signifie accentuer les privatisations et la

destruction de notre système de santé et de nos services publics auxquels les Français sont majoritairement attachés. La fermeture de plusieurs dizaines de services d'urgence médicale est déjà programmée;

3°- Réaliser « d'importantes économies à court terme (qui) ne peuvent être réalisées sans une réduction significative de l'augmentation des dépenses de sécurité sociale ». Cela se fera par une baisse massive des remboursements de santé puisque la branche maladie représente quasiment 50 % des dépenses de la Sécurité sociale et la privatisation rampante de la Sécurité sociale via le recours croissant aux mutuelles privées. Pour la branche vieillesse, après la hausse de l'âge de départ à la retraite le gel du montant des pensions est à l'ordre du jour. Pour le chômage, le texte parle de « *dégressivité des allocations* » : cela augure d'une baisse plus importante et plus rapide des allocations dans le temps.

4°- « Simplifier les différents échelons administratifs » : il ne s'agit pas de lutter contre la bureaucratie mais d'éloigner les citoyens des centres de décision. L'objectif est d'en finir avec la République française comme Etat souverain et indépendant pour en faire une province de Washington. Le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, le déclara lui-même aux agriculteurs en colère : « *On ne peut rien faire. La politique agricole se décide à Bruxelles* »...

5°- Dans le chapitre coût du travail, « il convient que le salaire minimum continue d'évoluer d'une manière propice à la compétitivité et à la création d'emploi ». Traduction : arrêter les revalorisations du SMIC et commencer à mettre en œuvre sa suppression.

6°- « Une attention particulière devrait être accordée aux dispositions réglementaires du Code du travail ou aux règles comptables liées aux seuils spécifiques en matière d'effectifs, qui entravent la croissance des entreprises françaises ». Le candidat Macron appelle cela « *libérer le travail* ». Il s'agit en fait de renforcer la « liberté d'exploitation » par le grand patronat que la « loi travail » a commencé à mettre en œuvre. Les français étant fiers de leur pays, des valeurs de leur République et de leurs conquêtes sociales, les grands propriétaires privés de l'économie ont souhaité bénéficier d'une main d'œuvre sous-éduquée, bon marché, non syndiquée et corvéable à merci.^[1] Avec les guerres contre la Libye, puis contre la Syrie, Nicolas Sarkozy et François Hollande ont ouvert les filières dites « Méditerranée » et « des Balkan »s. Résultat : non seulement la France est aujourd'hui en pleine illégalité internationale mais, selon la Commission européenne, « *trois millions de personnes supplémentaires devraient arriver dans l'Union européenne* » par ces deux corridors pour la seule période 2015-2017. La Commission n'a pas fixé de quotas par pays pour les groupes criminels venus par les mêmes filières...

7°- « Accroître la souplesse des conditions de travail en cas de difficultés économiques provisoires ». Il s'agit, comme à commencer à l'instituer la « loi travail » Valls-Macron- El Mokhri, de poursuivre la remise en cause de l'existence même des contrats de travail à durée indéterminée (CDI) et d'accroître leur précarisation.

8°- « Une majorité reste confrontée à d'importantes barrières à l'entrée ou à l'exercice (par exemple les taxis, le secteur des soins de santé, les notaires et, plus généralement, les professions juridiques) ». L'objectif est de pousser plus loin la déréglementation de ces professions déjà en difficultés suite à différents traités de l'Union « européenne ».

9°- « Les tarifs réglementés restent d'application pour les ménages et, en ce qui concerne l'électricité, ils sont fixés en dessous des niveaux de coûts et l'accès pour les autres fournisseurs est limité. » La hausse des tarifs et la privatisation d'EDF sont également programmées.

10°- « Dans le secteur ferroviaire, des barrières à l'entrée continuent d'entraver le bon fonctionnement du marché ». La privatisation de la SNCF et sa mise en concurrence forcée sont également envisagés. La privatisation partielle de la SNCF a déjà eu des effets très « significatifs » en matière de compétitivité : depuis le lancement du TGV en 1982, aucune ligne à grande vitesse ne relie toujours pas Paris à une capitale régionale comme Bordeaux, les actionnaires des sociétés privées trouvant cette réalisation trop coûteuse...⁴

Pour faire passer tous ces mauvais coups tout un dispositif de communication a été élaboré avec des objectifs différents pour le premier et le second tour des élections présidentielles.

Le contrat social français et la paix en danger

L'importante campagne de communication et de désinformation orchestrée par l'équipe d'Emmanuel Macron dissimule les conséquences du programme politique de candidat de la grande finance : la dislocation du contrat social français et la continuité de la politique belliciste de Bruxelles contre la Fédération de Russie et la paix. Lors du premier tour des élections présidentielles, l'objectif recherché par l'équipe et les soutiens d'Emmanuel Macron fut de mettre François Fillon hors course sans mener de campagne particulière contre Marine Le Pen. Le but recherché était alors de réorienter le vote des électeurs LR et du centre vers le candidat mis en scène par François Hollande et les milieux atlantistes. D'autre part, ces derniers laissèrent Benoit Hamon mener sa campagne sous les couleurs du parti « socialiste » avec le seul objectif de faire échec à Jean-Luc Mélenchon. François Fillon, seul candidat qui aurait pu mettre en échec Macron, mis hors de course, la communication change d'orientation pour le second tour. Après « la rupture » de Nicolas Sarkozy et « le changement maintenant » de François Hollande, il ne reste plus aux dirigeants « socialistes » qu'à laisser continuer de diaboliser le Front national par ses habitués détracteurs tout en présentant Emmanuel Macron comme « l'homme du renouveau ». Nouveaux visages et recette éprouvée pour la même vieille politique.

« Il nous vend un personnage de théâtre... »

Au théâtre médiatique Macron joue aux français la pièce du « candidat anti-système ». Cette compétition à qui distribuera le plus de promesses non tenues a fonctionné à fond. Dans cette démocratie rabaissée à un simple concours de maquillage, les messes médiatiques à grand spectacle ont donné à certains le sentiment de participer au « pouvoir du peuple ». Las ! Ils ne sont que les brailleurs d'un show de divertissement politique jetable, les chauffeurs de salle et petits porteurs de drapeaux applaudissant aux déclarations d'épate, les paumés gavés d'un produit toxique rendu consommable et envedetté à coups d'annonces médiatiques répétées. Ainsi que l'a souligné, non sans humour, l'économiste Jacques Sapir, *« tout ceci met au grand jour ce qu'est la candidature d'Emmanuel Macron. Une pièce montée, avec ce goût un peu douceâtre et écoeurant des pâtisseries de supermarché qui ont le sucre et les lipides en excès. C'est une candidature qui précède le programme, alors que la logique imposerait l'inverse. Car, se présenter à l'élection présidentielle, ce n'est pas rien, même si ce n'est que pour briguer le poste de gouverneur d'une France soumise à l'Allemagne. On attend d'un candidat un programme et une vision, qui ne se limite pas à des effets de manche dans des salles de réunions et devant des auditoires conquis d'avance. On attend du fond ; et le fond ici, contrairement à la fable du laboureur et de ses enfants, c'est bien ce qui manque le plus. »*⁵

Sous une présentation trompeuse sur le thème de « la révolution » et du « renouveau », le programme de Macron ne propose rien d'autre que la continuité de la politique du président et des gouvernements de François Hollande à laquelle il a lui-même collaboré au plus haut niveau de l'Etat.

Propose-t-il de dégager la Banque de France du carcan de la Banque centrale européenne et des intégristes des marchés financiers ? Non. Propose-t-il de nationaliser le secteur bancaire et financier afin de permettre aux français de contrôler les mouvements de capitaux pour assurer la stabilité financière et monétaire du pays ? Non. Propose-t-il de nationaliser les sociétés du CAC40 afin de mettre l'économie au service de l'intérêt général, stopper l'évitement fiscal de ces entreprises, développer la gestion démocratique et créer de nouveaux rapports entre ces grands groupes et le tissu des PME et TPE ? Non. Propose-t-il d'interdire les licenciements dans les entreprises qui réalisent des profits ? Non. Propose-t-il de mettre en place un cadre législatif favorisant des avancées dans la gestion démocratique des entreprises, ces lieux où hommes et femmes passent l'essentiel de leur vie ? Non. Propose-t-il de nouvelles dispositions comme le recours aux référenda pour développer le débat et le choix démocratique du pays sur les grandes questions nationales ? Non. Propose-t-il de sortir du bloc militaire OTAN afin de redonner à la France son indépendance militaire, la maîtrise de sa défense et de s'engager pour la paix de la planète contre tout impérialisme ? Non. Propose-t-il de sortir de l'Union « européenne » de Washington pour participer à la construction de la grande Europe, bien réelle celle-là, qui s'étend de Vladivostok à Lisbonne ? Non.² Rien de tout cela. Et pour cause : produit croisé de l'ENA, de l'Inspection des finances, de la banque Rothschild, socialo palot – pléonasme – petit-bourgeois, il est l'esbroufeur type enfanté par la génération Mitterrand. Se présenter comme « anti-système » quand on a eu le cerveau formaté à l'ENA – école où l'on apprend à gérer et reproduire le système à coups de règlements –, quand on a travaillé à la Banque Rothschild – institution qui

figure au nombre des principaux acteurs de la financiarisation de l'économie –, quand on a été conseiller économique de François Hollande et ministre de l'Economie et de l'Industrie du gouvernement Valls – avec les résultats désastreux que l'on connaît –, relève de l'imposture. Comme l'a si bien dit l'économiste Jacques Sapir, « *il nous vend un personnage de théâtre, l'arriviste qui crache dans la soupe qui l'a longtemps nourrie.* »⁶ Et l'on cherche en vain dans le parcours d'Emmanuel Macron le moindre élément qui permette de juger de son éloignement avec le dit système bien avant qu'il ne quitte la banque Rothschild en 2012 pour être injecté dans les allées du pouvoir politique. Aussi, Macron doit-il rassurer et bercer d'illusions sa « *clientèle électorale* ». Il eut du reste, bien maladroitement, à l'occasion du 71^{ème} congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles qui se tenait à Brest en mars 2017, de dire tout haut ce qu'il pensait tout bas de la France du travail : « *Un éleveur n'aime pas faire souffrir ses animaux, c'est comme penser qu'un entrepreneur aime licencier.* » Du bétail, des boeufs quoi !... Ce n'est pas pour rien que les journalistes parigots se pâment devant ses discours creux à l'odeur des caves vides. Il est à l'image des rienologues de Balzac dans sa *Monographie de la presse parisienne* : « *La page à l'air d'être pleine, elle a l'air de contenir des idées ; mais, quand l'homme instruit y met le nez, il sent l'odeur des caves vides. C'est profond, et il n'y a rien : l'intelligence s'y éteint comme une chandelle dans un caveau sans air. Le rienologue est le dieu de la bourgeoisie actuelle ; il est à sa hauteur, il est propre, il est net, il est sans accidents. Ce robinet d'eau chaude glougloute et glouglouterait in saecula saeculorum sans s'arrêter.* »

L'essentiel : sauver le contrat social français

Comme je l'ai déjà dit, dans les faits, **le programme d'Emmanuel Macron est déjà en application. Ceux qui s'apprêtent à voter et à faire voter pour cet imposteur contribueront à l'assassinat prémédité, planifié, cyniquement calculé de ce qu'il reste du contrat social français qui repose sur l'emploi salarié.** Sans doute faut-il rappeler aux français la nécessité de s'opposer farouchement à sa destruction en cours ainsi que le fait Hervé Sérieyx, qui fut dirigeant d'entreprise, haut fonctionnaire et professeur d'université, dans son ouvrage pertinent *Alerte sur notre contrat social* : « *Rappelons qu'en France, l'essentiel du contrat social repose sur l'emploi salarié : c'est lui qui finance pour la plus large part la sécurité sociale, et donc le système de santé, les retraites et le système de solidarité générationnelle, le train de vie de l'Etat via l'impôt et donc l'ensemble des systèmes de redistribution. Cet emploi salarié, au coeur de notre contrat social, dépend lui-même du destin de nos entreprises.* »⁷ **Les français qui ont voté et s'apprêtent à voter pour le candidat de la coalition « socialiste-Les Républicains » ou à s'abstenir n'ont visiblement pas encore pris conscience de la gravité des conséquences de la conception anglo-saxonne de l'entreprise (le « tout-actionnaire ») que défend *En Marche*. Une conception qui remet en cause l'emploi salarié sur lequel repose l'essentiel du financement de nos systèmes de solidarité ; une conception dont le programme de Macron, déjà en cours d'application, peut mettre à terre tous les fondements de notre protection sociale et dissoudre les liens qui nous permettent de faire société.** Plus les entreprises seront privatisées au profit d'intérêts particuliers, plus l'intérêt général continuera de régresser, plus l'emploi salarié s'affaiblira, plus les solidarités s'effilocheront, plus le chômage et la misère gagneront de nouvelles couches de la société, plus l'avenir sera incertain et sombre. **Pour cette raison essentielle, même sans être en accord avec le programme du Front national qui n'a, de mon avis, rien d'extrémiste, le vote pour sa candidate appert en la circonstance comme le seul moyen de faire barrage à la destruction continue de notre société par la grande finance en redonnant la parole au peuple de France.** A l'opposé, une victoire d'*En Marche* entraînerait la France dans l'instabilité politique par les querelles internes et la recherche de majorité de circonstances des vieux partis – de LR aux groupuscules gauchistes en passant par les restes du couple Ps-Pcf –, dans l'aggravation de la situation économique et financière du pays par la poursuite de la politique de déréglementation et de privatisation avec pour conséquence une précarisation sociale sans précédent. On peut y voir des « avantages » à un moment où Macron, ancien collaborateur du criminel François Hollande⁸ en regard du droit international, s'est déclaré favorable à la guerre contre la Syrie et a pris des positions hostiles à l'encontre de la première puissance du continent européen, la Fédération de Russie. Mais que peut faire d'autre un candidat de la grande finance apatride alors que les milieux atlantistes de Washington et de Bruxelles cherchent à provoquer un nouveau conflit majeur pour effacer leur endettement et sauver leur système en crise ?⁹ Mais cela est une autre histoire dont les résultats du premier tour des élections présidentielles ont montré qu'elle échappe visiblement à l'entendement d'une majorité de français. En ce sens également, **le vote pour Marine Le Pen est un vote en faveur d'une nouvelle construction européenne et de la paix.**

Notes

1. *Loi Macron, le choix du toujours moins*, par Martine Bulard, Le Monde Diplomatique, avril 2015.
2. Sénat Projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution après engagement de la procédure accélérée « *Pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques* », 19 février 2015.
3. Discours d'Emmanuel Macron, Lyon, 5 février 2017.
4. Lire sur ces sujet *Les GOPE (Grandes Orientations de la Politique Economique) ou la feuille de route économique de Matignon*, par Charles-Henri Gallois, responsable national de l'UPR e n charge des questions économiques, 13 mars 2017, www.upr.fr, privatisations en France.
5. *L'inquiétant M.Macron*, par Jacques Sapir, 12 février 2017.
6. Ibid 5.
7. Alerte sur notre contrat social, per Hervé Sérieyx, Ed. Eyrolles, p.16.
8. Lire 56, tome 1 *L'Etat français complice de groupes criminels* et 56, tome 2 *Mensonges et crimes d'Etat*, par Jean-Loup Izambert, IS Edition.
9. Lire *Trump face à l'Europe*, par Jean-Loup Izambert, IS Edition (En vente sur www.amazon.fr) [cliquez là](#)

Jean-Loup Izambert